

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{me} ANNEE — N° 138

Du 13 au 26 Novembre 1972

LE NUMERO :

0,80 F

VIET-NAM

QUI A GAGNÉ ?

Au Viet-Nam, la guerre qui dure de manière quasi-ininterrompue depuis trente ans en concentrant sur une population de 30 millions d'habitants des moyens de destruction comparables à ceux qui furent employés pendant toute la deuxième guerre mondiale en Europe, est arrivée à un tournant décisif. Il semble très peu probable, en effet, que les manœuvres cyniques des U.S.A. tentant de marquer quelques points supplémentaires en faisant traîner la ratification des accords virtuellement conclus soit le signe d'une nouvelle relance de la guerre.

Quoi qu'il en soit des développements à très court terme de la situation, la publication par Hanoi des accords négociés avec les U.S.A. invite à effectuer un retour en arrière permettant de saisir la portée de ce qui se dessine aujourd'hui.

Le Viet-Nam colonisé

On peut considérer que la colonisation française de l'Indochine fut achevée après la première guerre mondiale.

Nation aux origines lointaines, le Viet-Nam passait sous la domination économique, politique et militaire d'une puissance capitaliste occidentale. Très étiré géographiquement (1800 kilomètres du nord au sud), le pays est très diversifié du point de vue des conditions naturelles : deux grands deltas fertiles aux deux extrémités du pays (celui du Fleuve Rouge au Nord, celui du Mékong au Sud), d'autres plus petits le long de la côte, rassemblent la presque totalité de la population ; le reste est occupé par des zones montagneuses ou des plateaux (où vivent des minorités ethniques) ; 80 % du territoire sont couverts par la jungle ou la brousse.

Avant l'arrivée des colonisateurs régnait une société rurale, fondée sur la communauté de village coiffée par un pouvoir central se chargeant, en particulier, de la coordination des travaux d'endiguement des fleuves, indispensables à la culture du riz, et des tâches militaires, importantes dans un pays soumis à des invasions périodiques ; cet Etat employait des fonctionnaires recrutés par concours, les mandarins.

Certes, la communauté de vil-

lage était en voie de décomposition : ses notables tendaient à se transformer en propriétaires-usuriers et leur recrutement se faisait davantage de père en fils que sur la base du mérite ou de l'âge, comme à l'origine ; toutefois, sa structure persistait, bien que minée de l'intérieur, à l'arrivée des colonisateurs français.

Comme partout ailleurs, la colonisation aura pour effet de ruiner les bases de l'organisation sociale existante au profit de l'économie capitaliste importée de la métropole. Les villes s'agrandissent et les moyens de communication se développent, l'artisanat périclète sous l'effet de la concurrence des marchandises étrangères, un embryon de prolétariat urbain apparaît. La grande masse de la paysannerie, soumise désormais à un impôt en argent, est ruinée, tandis que la communauté paysanne s'effrite devant les progrès de la propriété privée du sol, au Sud du pays surtout.

Le colonialisme s'appuie politiquement sur l'administration centrale et locale, les mandarins et les notables, lesquels tendent à se confondre avec la couche de propriétaires fonciers-usuriers qu'il tend à développer. Pour le plus grand profit de l'occupant colonial, l'accumulation capitaliste a démarré au Viet-Nam.

néraux : comportement classique des classes dirigeantes qui ne peuvent admettre que leur temps est passé et ne finissent par le comprendre que lorsque la force de l'adversaire a éclairé leur intelligence.

La première guerre d'Indochine durera sept années et se terminera par la cuisante défaite de Dien Bien Phu : une armée de paysans sans grands moyens stratégiques inflige une déroute magistrale à une grande puissance économique capitaliste. Les U.S.A. avaient toutefois refusé d'apporter un appui aérien à l'armée française : le premier impérialisme de la planète se souciait comme d'une guigne de sauver son allié rapace s'accrochant désespérément à ses possessions asiatiques.

Maître du terrain, le Viet-Minh sera battu à la table de conférence, à Genève en 1954. La Conférence internationale réunie à cet effet, rassemblait, aux côtés des protagonistes directs, l'Angleterre, les U.S.A., la Russie et la Chine, laquelle fêta ainsi son accession au rang de grande puissance. Sous la contrainte conjuguée des Russes et des Chinois, engagés à fond dans les marchandages entre grandes puissances (la politique de "coexistence pacifi-

(Suite en page 5)

Au paradis du commerce "socialiste"

L'idéologie bourgeoise prétend que le commerce permet d'éviter les guerres et que la guerre, hélas ! entrave le commerce. Et il n'y a pas si longtemps, Russes et Chinois (malgré leurs désaccords « idéologiques ») avaient fait chorus pour dénoncer le minage du port de Haiphong, au nom... de la liberté du commerce ! Bien évidemment, tout cela n'est que mensonge.

En décembre 1966, selon l'« Observer », « la Chine aurait vendu au début de l'année aux Etats-Unis pour un million de dollars de barres d'acier destinées à la construction d'installations militaires au Viet-Nam du Sud... Toutes les parties devaient être au courant de l'origine et de la destination des barres, qui pouvaient servir aussi bien à la construction de blockhaus qu'à celle de pistes métalliques pour les bombardiers américains... (Ces achats) se sont ensuite ralentis vers le milieu de l'année (ah ! misère de la concurrence !) lorsque les fournisseurs japonais et belges ont pu faire face à la demande ».

Cette année (cf. Le Monde du 21/10/72), une commission d'enquête du Congrès américain, « a découvert, selon les termes de son rapporteur, le sénateur W.S. Moorhead, qu'une partie des produits américains dépêchés au Cambodge était réassurée par une compagnie appartenant à l'Etat soviétique ». Le rapporteur ajoute que la compagnie réassurée par les Russes a pu, grâce à la guerre, augmenter ses tarifs, cependant que, grâce à la protection militaire américaine et sud-vietnamienne, les risques encourus étaient assez faibles.

Ainsi, pendant qu'ils livrent aux Vietnamiens des armes légères, les Chinois livrent aux Américains des matériaux militaires. Pendant qu'ils livrent aux Nord-Vietnamiens des roquettes que ces derniers font passer dans les mains des Kmers rouges qui les utilisent contre les Américains et Lon Nol, les Russes soutiennent le gouvernement cambodgien et assurent le transport des armes américaines utilisées pour détruire les Kmers insurgés !

Guerre et commerce s'engendrent et la révolution communiste ne pourra que les détruire tous les deux ensemble.

Derrière les caricatures de grève l'abandon de toute la perspective communiste

Les grèves de cette « rentrée sociale » : S.N.C.F., Michelin, Berliet, sans parler de la journée d'« action » intersyndicale) ont été jusqu'à présent des défaites organisées. Les grèves nées de revendications précises concernant le salaire et les conditions de travail (comme à Michelin, Berliet, ou dans le réseau Sud-Est de la S.N.C.F.) sont transformées par les directions syndicales en simples « manifestations de mécontentement », et privées d'emblée ou progressivement de leur fonction essentielle de moyen de pression. Une fois de plus, on brade la lutte contre de vagues promesses de négociation. Le fractionnement des grèves est cultivé jusqu'à la caricature : séparation de la grève « locale » et de la journée nationale à la S.N.C.F. ; débrayages partiels se poursuivant côté à côté sans liaison véritable chez Berliet et Michelin, tandis que les ateliers voisins sont livrés sans défense au lock-out « pour raisons techniques ». La « journée d'action » du 26 planifie la division en grèves de quelques heures, échelonnées dans la journée, et ne réunit les ouvriers que les bonzes ont bien voulu laisser débrayer (ceux de Renault n'y auront pas droit...) que pour une manifestation - promenade, après laquelle les ouvriers retombent dans leur apathie, qui se prolonge par une seule « action » : la manifestation devant le Sénat pour la défense de l'E.D.F., « patrimoine national » !...

Mais il serait vain de faire de ces moyens d'action si évidemment voués à l'échec une critique purement technique. La bourgeoisie le sait bien, et la classe ouvrière aussi, qu'elle s'y prête de bon cœur ou non : il ne s'agit pas d'une lut-

te, mais d'un ballet pré-électoral préluant à la campagne pour les législatives. C'est-à-dire que ces moyens d'action dérisoires sont liés à une perspective politique. Mais liés comment, et à quelle perspective ?

Dans la vision marxiste, grève économique et lutte politique sont deux maillons d'une même chaîne, et la tâche des communistes dans l'action revendicative est de montrer inlassablement ce lien et de contribuer à le faire passer dans les actes.

Premièrement, parce que toute revendication économique un peu importante se heurte à la résistance de l'Etat bourgeois, défenseur du capital, à ses lois, à sa police. Si même une action partielle remporte un succès, les multiples façons dont le capital peut reprendre légalement les avantages acquis en contre-attaquant, montrent la nécessité de porter les coups aux racines mêmes de l'exploitation, sans se borner à ce que Marx appelait, tout en en reconnaissant la nécessité, une « simple guerre d'escarmouches quotidiennes » contre le capital : les communistes s'appliquent justement à montrer dans chaque action cette nécessité (non pas immédiate, mais historique) d'aller plus loin.

Deuxièmement, parce que la grève, même limitée dans ses objectifs, son étendue et sa durée, est aussi un facteur de préparation de la classe ouvrière à ses tâches historiques, un facteur d'expérience sociale et de renforcement : elle est une « école de guerre », selon la formule marxiste, mais à condition qu'elle permette à la classe ouvrière de resserrer ses rangs, de

comprendre ou de réaliser pratiquement l'identité de ses intérêts face aux défenseurs du capital, la nécessité de s'unir dans un front de classe qui ne se laisse pas diviser par des considérations de hiérarchie, de qualification, de race ou de nationalité — à condition, donc, qu'elle soit tout le contraire de ce qu'en font les directions actuelles.

Ainsi, à travers des luttes multiformes, même limitées, se forge cette succession (à laquelle les communistes se gardent de prêter l'ordre bien réglé d'un ballet ou d'un défilé, selon la vision pédante dont se moquait justement Rosa Luxemburg) : grève économique partielle, grève généralisée, économique et politique, ou, comme disait Rosa Luxemburg, « explication générale avec le capital », insurrection armée et destruction de l'Etat bourgeois, de sa constitution, de sa prétendue séparation des pouvoirs, de la comédie parlementaire qui recouvre la dictature de la bourgeoisie.

Par quoi l'opportunisme syndical et politique remplace-t-il cette chaîne forgée par l'expérience historique ? Depuis longtemps, et à maintes reprises, les dirigeants du P.C. et de la C.G.T. ont ouvertement et formellement renié les formules léninistes, qui greffent l'assaut donné à l'Etat capitaliste sur l'agitation revendicative générale, pour les remplacer par la formule renégate de l'expression électorale pacifique du « mécontentement de la population ».

La grève de Michelin vient de donner une image concrète du genre de lien, ou plutôt de l'ab-

(Suite page 6)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h. à 19 h., et le dimanche, de 10 h. à 12 h.
- A MARSEILLE : Le samedi, de 15 h. à 19 h., au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

CHILI : L'Union Populaire rampe devant la petite bourgeoisie

Lors des derniers événements, les adeptes du passage pacifique du capitalisme au socialisme n'auront pas manqué de s'étonner du manque de tact de la petite bourgeoisie chilienne à l'égard du « socialisme » national, à moins qu'ils ne se soient indignés de l'attitude du président « marxiste », car ils n'en sont pas à une contradiction près. En réalité, le conflit qui vient d'opposer l'Etat chilien à la petite-bourgeoisie des transports pose en toute clarté la question de l'alliance du prolétariat avec les classes moyennes, dissipe les illusions que tous les « fronts populaires » ont pour fonction essentielle de cultiver et révèle, s'il en était encore besoin, leur rôle anti-prolétarien.

La position révolutionnaire

Pour le parti marxiste la réponse est sans équivoque : il est impossible au prolétariat révolutionnaire de garantir la propriété de la petite bourgeoisie, de lui promettre le libre développement et l'épanouissement de sa production qui constitue la base même du capitalisme. Le socialisme se propose tout au contraire de libérer l'humanité de toute forme de propriété bourgeoise, grande ou petite, parce que c'est le seul moyen d'abolir l'esclavage salarié.

Il est vrai que, dans cette œuvre d'émancipation, la révolution socialiste abattra le vampire capitaliste qui se nourrit également du travail de multiples couches petites-bourgeoises ; que, ce faisant, elle les libérera de l'oppression qu'elles subissent et qu'elles ont donc objectivement intérêt à cette révolution.

Il est tout aussi vrai que les communistes se sont toujours efforcés d'entraîner derrière eux et de regrouper sur leur propre programme les semi-prolétaires des villes et des campagnes, paysans ou artisans ruinés, vivant souvent de façon plus misérable encore que le prolétariat proprement dit. Dès la prise du pouvoir, le prolétariat révolutionnaire prendra immédiatement en compte cette petite-bourgeoisie déchue : il la libérera de ses dettes, distribuera dans certains cas la terre aux paysans pauvres, incorporera toute la main-d'œuvre disponible dans le système de production dirigé centralement par le pouvoir communiste de façon à libérer les travailleurs du vieil esclavage salarié.

Mais un tel programme ne s'adresse pas aux petits-bourgeois qui ont « réussi » : ceux-là, le par-

Illusions et trahisons des réformistes

Pour les partis ouvriers bourgeois, au Chili comme ailleurs, l'alliance du prolétariat avec les classes moyennes a une tout autre signification. Serviteurs zélés de la propriété, de l'ordre et de la légalité, ils n'ont pas le moindre désir d'abolir le capitalisme. Cela ne les empêche pas d'attirer des ouvriers, mais même là où la classe ouvrière est la plus nombreuse, elle ne peut leur fournir une assise suffisante, car la politique réformiste exerce tôt ou tard un effet de repoussoir sur certaines de ses fractions. Ils recherchent donc l'appui de la petite-bourgeoisie hostile au grand capital, et en échange de ses votes, lui promettent bonheur et prospérité, idéalisant de façon grossière le sort qui l'attend sous le capitalisme. Mais du fait même de leur conservatisme foncier, c'est tout naturellement aux couches supérieures de celle-ci qu'ils s'adressent ; pour attirer leurs sympathies, ils n'hésitent même pas à jurer si possible les luttes ouvrières dans les petites et moyennes entreprises.

Au Chili, la question est d'importance puisque ces petites et moyennes entreprises, qui sont au nombre de 35.000, occupent la majorité des prolétaires. Voilà pourquoi l'Union populaire chilienne

marxiste s'efforce tout au plus de les neutraliser. Au Chili, par exemple, on compte 730.000 « travailleurs indépendants », artisans, petits et moyens entrepreneurs de l'agriculture, du commerce et des transports, dont la moitié ne gagne pas plus que les ouvriers. C'est à cette moitié que la réalisation du programme prolétarien assurerait, en cas de victoire révolutionnaire, la survie immédiate par des coupes sombres dans la propriété bourgeoise.

Certes, dans certaines conditions, et notamment dans la Russie arriérée de 1921 (N.E.P.), les communistes ont dû tolérer et subir un développement de l'économie petite bourgeoise pour conserver leur pouvoir politique et aider la révolution mondiale ; mais ils n'ont aucunement théorisé ce qui n'était évidemment pas une « voie originale » au socialisme, mais tout simplement un développement de l'économie marchande indispensable au relèvement d'une économie qui non seulement n'était pas mûre pour le socialisme, mais qui avait été totalement ruinée.

Le parti marxiste ne refuse donc pas d'utiliser le potentiel d'agressivité anti-capitaliste des couches moyennes pauvres et exploitées. Par ailleurs, il est seul en mesure d'améliorer leur sort. Mais il ne fait aucune concession aux convoitises et aux illusions des petits-bourgeois attachés à leur propriété privée ; et s'il est contraint de lâcher du lest dans les conditions difficiles d'un pays arriéré, c'est non par respect pour de quelconques « droits » acquis, mais pour conserver le pouvoir politique et être ainsi en mesure de continuer la lutte pour la révolution internationale.

s'efforce de désarmer les luttes ouvrières en prêchant l'unité avec la petite-bourgeoisie riche, tout en prétendant que si le prolétariat ne tient pas encore solidement le pouvoir dans ses mains, il y est quand même confortablement « représenté ».

Les partis ouvriers bourgeois n'ont toutefois pas l'exclusivité de cet intérêt marqué pour la petite bourgeoisie. La grande bourgeoisie et les propriétaires fonciers rivalisent d'efforts pour s'attirer les sympathies des classes moyennes qui seules peuvent fournir le gros des troupes de la réaction bourgeoise. Les chiffres de la population active au Chili montrent l'importance de l'enjeu, puisqu'on compte plus de 700.000 « travailleurs indépendants » et 450.000 employés du secteur dit « tertiaire » contre un million de prolétaires dans les villes et 700.000 dans les campagnes. C'est pour les attirer que la droite, le parti national, s'époumonne contre ce qu'elle appelle « le marxisme au pouvoir », alors que de toute évidence il s'agit seulement d'un plat réformisme.

Tant qu'Allende, les « socialistes » et le P.C. chiliens seront capables de contenir les revendica-

tions du prolétariat et de la paysannerie pauvre tout en « développant la nation » sur leur dos, la bourgeoisie, qui a le nez fin, les tolérera. Mais si l'action anti-capitaliste du prolétariat venait à l'emporter sur la phrase gauchiste du gouvernement, alors la réaction se présenterait armée de pied en cap. Cette possibilité hante nécessairement l'esprit des gouvernants actuels du Chili qui s'efforcent de désamorcer la crise, mais qui savent bien que ni leurs efforts de conciliation, ni les théories des « socialistes et communistes » chiliens sur l'investissement pacifique de l'Etat bourgeois n'ont le moins du monde supprimé les dangers d'affrontement avec la droite.

L'avenir dépend de l'attitude respective du prolétariat et des classes moyennes. Si le premier passe à l'offensive sous la poussée de la crise, il faudra bien armer les seconds pour parer à la menace. Déjà, la droite et les ré-

« Président-marxiste » ou démocrate-chrétien de gauche ?

Le président Allende, bénéficiant du soutien des six partis d'Union Populaire (« marxistes » : socialistes et P.C., plus « non-marxistes » : radicaux et gauche de la Démocratie chrétienne), a été élu le 4 septembre 1970 avec 36,3 % des voix. On peut dire qu'il a profité de la division de la droite et de l'indécision des classes moyennes, car c'est bien la Démocratie chrétienne représentant les secteurs dynamiques de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie qui a permis sa confirmation par le congrès à la présidence de la République.

Contrastes chiliens : un soi-disant « président marxiste » et un Parlement conservateur ! Seuls d'indécrottables démocrates peuvent se réjouir de ce bon tour joué par le peuple à la bourgeoisie. L'Union Populaire est dans les bras de la Démocratie chrétienne et elle s'y trouve fort bien. La similitude entre les programmes des deux formations politiques est totale : suppression du chômage, construction massive de logements, réforme agraire « radicale » et récupération d'une partie plus importantes des bénéfices du cuivre par l'Etat. Mais tout ce beau plan s'accompagne, avec l'Union Populaire, d'un verbalisme révolutionnaire assorti au mécontentement des déshérités.

Certes, la Démocratie chrétienne s'est montrée incapable d'appliquer son programme de sauvetage de la paix sociale : tout ce qu'elle a récolté, entre 1964 et 1970, sous la présidence de Frei, c'est l'aggravation de la misère du peuple chilien et, à partir de 1967, la mobilisation du prolétariat et des paysans pauvres ; mais l'Union Populaire n'a fait ni ne fera grand-chose de plus, et si elle présente néanmoins un avantage aux yeux de la bourgeoisie, c'est uniquement parce qu'elle a pour un temps le pouvoir de remettre le prolétariat chilien au travail.

Si la bourgeoisie a toléré la venue d'Allende au pouvoir en 1970, c'est qu'elle n'avait guère le choix : il n'était possible de résoudre la crise qu'en lançant le pays dans un développement capitaliste accéléré, et tel était précisément le but des réformes proposées par lui. Celles-ci se développent dans trois directions :

1) La concentration du capital foncier, la dissolution du latifundisme, la hausse de la productivité dans les campagnes. Pour la bourgeoisie, l'avantage est triple : d'abord, réduction des importations de denrées alimentaires qui grèvent la balance commerciale alors que les terres chiliennes peuvent nourrir trois fois leur population. Ensuite, ouverture d'un marché intérieur pour l'industrie locale. Enfin, consolidation d'une

formistes rivalisent dans cette besogne. Que la petite bourgeoisie bascule dans le camp de la droite et c'est le fascisme qui l'emporte. Mais si elle soutient l'Union Populaire, elle sera de toute façon le bras armé de la légalité bourgeoise contre le prolétariat et la paysannerie pauvre. Pour le prolétariat, la contre-révolution a donc un double visage : celui de la grande bourgeoisie et des propriétaires fonciers, indiscutablement hostiles à l'Unité Populaire, et qui attendent le moindre faux pas du gouvernement pour passer à l'action et réprimer le prolétariat ; celui du front populaire, de son obsession légaliste et de collaboration de classes.

Dans la première phase de la crise chilienne, depuis 1970, la petite-bourgeoisie a plutôt penché à gauche, et la grande bourgeoisie s'est trouvée relativement isolée. Mais la partie est loin d'être terminée, comme les événements récents viennent de le montrer.

couche de moyens propriétaires très productifs, soutenant la république bourgeoise et contenant farouchement les prétentions des paysans pauvres.

2) La nationalisation des investissements étrangers, essentiellement dans les mines, à laquelle fort peu de gens se sont opposés. Rappelons que le Parlement chilien a lui-même enfourché le cheval anti-impérialiste et dénoncé à l'unanimité le pillage des « richesses nationales » par les sociétés U.S. La colossale rente minière doit désormais passer aux mains de l'Etat et servir aux investissements productifs ».

3) La nationalisation des « 150 monopoles », liés au capital étranger, et qui oppriment littéralement les entrepreneurs chiliens en leur vendant des matières premières, les équipements et le crédit

La grande colère de la petite-bourgeoisie chilienne

C'est un fait dur à reconnaître pour les petits-bourgeois, mais le développement capitaliste passe par leur élimination économique, plus ou moins rapide selon l'intensité du développement bourgeois. C'est là une loi du marché, de la concurrence, une loi du capitalisme tout à fait insensible aux promesses électorales des partis ouvriers bourgeois.

Au Chili, ce que Marx appelait de ce fait « les antagonismes secondaires » entre les intérêts du capital et ceux de la petite-bourgeoisie ont éclaté avec violence, montrant le caractère non seulement réactionnaire, mais parfaitement utopique de ces promesses. Pour développer le commerce intérieur tout en diminuant les frais de transport, le gouvernement Allende avait été amené à envisager la création d'une Compagnie étatique des transports, la concentration spontanée des petits capitaux dans cette branche étant une voie trop lente et trop anarchique pour répondre aux exigences du développement capitaliste au Chili. Menacés d'une concurrence ruineuse et déçus dans les espoirs suscités par l'Union Populaire elle-même, les transporteurs ont répliqué par un puissant mouvement de grève, auquel s'est jointe une foule de mécontents des classes moyennes, petits commerçants, médecins, dentistes et même lycéens. Pour l'instant, le match est nul, puisque Allende a dû céder en partie, mais les choses ne peuvent en rester là.

D'une part, l'Union Populaire peut d'autant moins se passer de l'appui des classes moyennes qu'elle n'est nullement assurée de sa popularité dans la classe ouvrière, comme le montre la der-

au prix fort, et en achetant leur production aux prix les plus bas.

On ne peut décidément que sourire devant les déclarations d'Allende sur « l'originalité des voies chiliennes au socialisme », car non seulement toutes ces mesures sont spécifiquement bourgeoises, mais elles sont tellement nécessaires à la bourgeoisie pour venir à bout de la crise qu'elles s'imposeront à tous les partis, de droite comme de gauche, du pays. C'est d'ailleurs le secret de cette division de la grande bourgeoisie et de ces hésitations de la petite qui ont permis à une gauche réputée « marxiste » d'accéder au pouvoir.

Quand Allende déclare : « Nous marchons sans guide sur un terrain inconnu », nous répondons : mensonge ! Dès 1964, la petite et moyenne bourgeoisie radicale avaient déjà fixé le programme de l'Union Populaire. Dès cette époque, l'Eglise chilienne invitait le « peuple » à ne « choisir ni le capitalisme, ni le collectivisme, mais une voie démocratique de réformes sociales », y compris une réforme agraire « conséquente ». N'est-ce pas là le programme du « président-marxiste » ? L'Eglise a d'ailleurs montré l'exemple en distribuant ses propres terres.

Les nationalisations non plus ne doivent pas faire illusion. Déjà, avant 1970, les 40 % de l'industrie chilienne faisaient partie du secteur étatisé, car la bourgeoisie a parfaitement compris que la relance du capitalisme chilien passe nécessairement par l'impulsion vigoureuse de l'accumulation du capital d'Etat.

On chercherait vainement dans tout cela la moindre parcelle de « socialisme ». Par contre, la participation du P.C. et des « socialistes » chiliens au gouvernement garantit que le maximum d'efforts sera déployé pour inciter le prolétariat à « gagner la bataille de la production » au lieu de dépenser son énergie... dans la lutte de classe.

nière grève des ouvriers des cimenteries d'Etat qui ont saccagé « leur » ministère ; mais d'autre part, l'unique raison de sa présence au pouvoir, c'est qu'elle serve au mieux le développement capitaliste du pays. Or il ne suffit pas pour cela qu'elle donne à un prolétariat combatif l'illusion que la bourgeoisie ne détient plus les rênes de l'Etat, ou ne les détient plus seule ; il faut encore qu'elle favorise par des mesures économiques concrètes l'accumulation du capital. Une contradiction aussi stridente risque fort d'emporter l'Union Populaire, car la petite-bourgeoisie, qui entend bien sauver son existence de classe moyenne, ne peut que résister au capitalisme d'Etat, tandis que le gouvernement, qui a besoin de la petite-bourgeoisie pour assumer sa fonction anti-prolétarienne, est contraint par la logique même à laquelle il obéit d'avancer précipitamment dans cette voie.

En tout cas, que le maudit front uni des « classes populaires » du Chili vole en éclats ou poursuive encore quelque temps une existence laborieuse, une chose est certaine : seule une minorité de la petite-bourgeoisie se sauvera économiquement ; le reste sera ruiné malgré les promesses fallacieuses des réformistes et ira grossir les rangs du prolétariat, seule classe capable d'instaurer le socialisme.

Dans l'immédiat, le nouveau gouvernement d'Allende, qui comprend deux généraux, dont un au poste-clé de l'Intérieur, a fait céder les transporteurs.

(Suite en page 6)

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

RAPPORT A LA REUNION GENERALE DU PARTI

(La publication de ce rapport se poursuit depuis le N° 135 du "Prolétaire").

Le KAPD et nous

L'erreur des kaapédistes et tribunistes est donc double, comme le remarquait « Il Soviet » des 11 janvier et 23 mai 1920 : 1) prétendre construire des formes d'organisation économiques révolutionnaires en soi, alors que chacune de ces formes « agit de façon révolutionnaire sous le régime bourgeois dans la mesure où elle est imprégnée d'esprit communiste et agit selon les directives communistes, sous la poussée et le contrôle des communistes » ; 2) oublier que les syndicats — qu'ils soient les syndicats existants mais reconquis à leur fonction de classe, ou qu'ils soient de nouveaux organes rendus nécessaires parce que les prolétaires ont « abandonné » à lui-même un « organe pourri » — seront de toute façon « des organes utiles et efficaces en régime communiste, et pas seulement par leur forme constitutionnelle » ; autrement dit, que les syndicats sont des organes qui devront non pas être détruits comme les parlements bourgeois, mais mis au service de la dictature du prolétariat.

La sévère critique de l'Internationale sur le parti né du Spartakusbund ne suffit pas pour nous amalgamer au KAPD. Dans sa « lettre ouverte » du 2 juin 1920 l'Exécutif de l'I.C. s'adressait aux « camarades du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne » et tentait de les convaincre de leurs erreurs dans la question centrale du Parti et de son rôle dans la révolution prolétarienne, dans la question vitale de l'appartenance aux syndicats réactionnaires comprenant l'immense majorité des travailleurs, et dans leur motivation « théorique » de l'abstentionnisme. Il les invitait, en outre, à répudier

le « national-bolchevisme » comme l'anarchisme et envisageait une réunification des deux partis sous l'égide du Komintern si les décisions du II^e Congrès étaient acceptées. Cette lettre, parallèle en tout et pour tout à nos propres analyses critiques de toujours, n'est pas moins sévère dans sa condamnation des hésitations et des déviations du KAPD que nous l'avions été nous-même.

Le parallélisme établi par certains « historiens » entre les tribunistes-conseillistes et nous sur la base de la distinction « commune » entre révolution double et révolution prolétarienne « pure » ne tient pas debout non plus. Avant tout, cette distinction se trouve également chez nous et chez Lénine. C'est Lénine lui-même qui affirme (la phrase est tirée du Rapport sur la guerre et sur la paix, de 1918, mais elle revient, de façon significative, dans la *maladie infantile*) qu'il est « infiniment plus difficile de commencer la révolution en Europe et infiniment plus facile de la commencer en Russie », même si, en Russie, il est « plus difficile de la continuer et de la mener à son terme ». En second lieu, de cette distinction commune, nous tirions la conclusion qu'en Europe il fallait rendre plus tranchante encore l'épée qu'avaient brandie les Bolcheviks dans une révolution pourtant double, et nous revendiquions la direction de la lutte pour le pouvoir et l'exercice de la dictature du prolétariat par le seul parti communiste, et non pas un « informe parlement du travail », (c'est-à-dire par les Soviets sans la direction, non « spirituelle », mais matérielle, du parti).

Le poids écrasant des traditions

démocratiques, les racines profondes de l'opportunisme matériellement ancré dans une large frange d'aristocratie ouvrière et dans un ensemble d'avantages sociaux, mêmes précaires, l'existence de « partis ouvriers-bourgeois » ou même d'un « impérialisme ouvrier » (selon les expressions de Lénine et de Trotsky), exigeaient que l'expérience bolchevique de la liquidation de toute alliance politique du parti communiste avec d'autres partis ou d'autres groupes, et de l'abandon de tactiques comme celle du parlementarisme révolutionnaire même dans une période non révolutionnaire, soit poussée jusqu'à ses ultimes conséquences. Gorter et Pannekoek, au contraire, en tiraient une conclusion opposée : la nécessité de liquider le parti au profit d'une vague « démocratie ouvrière ». Enfin, Lénine avait mille fois raison de reprocher aux « Links-kommunisten » leur absurde conception de la révolution prolétarienne « pure » : au lieu de tenir un « compte précis et rigoureusement objectif de toutes les forces de classe de l'Etat en question », les tribunistes-conseillistes s'autorisaient de la « pureté » de cette révolution pour « ignorer » de façon simpliste (et infantile) aussi bien l'apport que des couches, même restreintes, de demi-classes non prolétariennes peuvent fournir à la révolution, que la nécessité de neutraliser d'autres couches (particulièrement à la campagne) et ils les mettaient dans le même sac que les sbires de la contre-révolution, ce que nous n'avons jamais fait. Dans les années 1921 et suivantes, Gorter, et avec lui une bonne partie du KAPD (le « courant de Essen »), iront jusqu'à nier la lutte revendicative et le recours à la grève... sauf pour l'assaut au pouvoir : la révolution ou rien !, ce qui signifie : la révolution jamais ! A la même époque, au contraire, la Gauche à la tête du Parti Communiste d'Italie né du Congrès de Livourne, menait une impétueuse et brillante action syndicale dans les villes et dans les campagnes.

Il n'existe pas de « marxisme occidental » opposé au « marxisme léniniste » ou « oriental ». Il existe un marxisme qui rassemblait sur la même ligne de doctrine et de principes les bolcheviks et nous, et un paramarxisme, ou mieux un extra-marxisme qui rassemblait le KAPD et par exemple l'Ordine Nuovo, et qui inspire aujourd'hui tous les groupuscules

Les organisations syndicales

Dans les chapitres précédents, nous nous sommes efforcés de suivre jusqu'au milieu de 1920 l'évolution politique du K.P.D. d'une part, et de l'autre, des prétendus courants de gauche qui ont convergé plus ou moins durablement dans le K.A.P.D. Nous nous réservons de traiter l'histoire ultérieure de ces deux organisations dans une autre étude, mais nous voulons dès maintenant compléter celle-ci en faisant le tableau des organisations syndicales qui ont fleuri à côté de la grande centrale réformatrice reconstituée en juillet 1919 sous le nom d'A.D.G.B. (Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund) et en opposition avec elle.

Ce tableau n'est guère aisé, car les organisations scissionnistes ont été innombrables et leur développement, accidenté. Leur naissance n'est que partiellement imputable à l'influence de courants politiques définis et au cours de leur existence, elles ont subi l'influence de divers groupes successifs avant de se stabiliser dans une forme déterminée.

L'afflux de prolétaires dans leurs rangs n'exprime pas tellement une adhésion consciente à des plateformes programmatiques données, puisque celles-ci ont été continuellement modifiées, mais plutôt le dégoût que la politique pour le

vrier allemand, que les divers dissidents politiques en partie réfléchis, en partie aggravés en la théorisant, c'est-à-dire en la présentant comme le modèle parfait de toute action et de toute organisation authentiquement révolutionnaire. Enfin, il faut tenir compte du fait que la dispersion et la fragmentation du mouvement furent encore aggravées par les coups féroces de la contre-révolution dirigée par les sociaux-démocrates, puisque dans presque tous les Länder allemands, après chaque grande grève, les organisateurs les plus actifs étaient arrêtés, et dissous les syndicats de catégorie nés depuis peu, mais qui s'étaient déjà particulièrement distingués dans les luttes de masse et dans les combats de rues.

Les caractéristiques communes à toutes les organisations de métier ou d'usine nées en opposition aux syndicats réformistes sont la structure fédéraliste, le refus ouvert ou voilé de toute organisation hiérarchisée, l'horreur des « chefs » considérés comme l'incarnation du Mal et la tendance soit à refuser l'action politique (identifiée avec l'action parlementaire), soit à l'assimiler à l'action revendicative.

Idéalisant la grève générale, elles la considéraient toutes comme l'arme décisive de la lutte de classe, indépendamment ou plutôt à l'exclusion de l'insurrection armée. Enfin, c'est aux syndicats (ou aux conseils d'usine) qu'elles attribuaient la tâche de gérer l'économie, alors que, pour le marxisme, c'est là la tâche spécifique du parti après la prise du pouvoir. Au reste, à la différence des I.W.W. américains, ces nouvelles associations économiques n'encadraient même pas la grande masse des manœuvres, des ouvriers occasionnels ou immigrés, habituellement exclus des confédérations officielles réservées à « l'aristocratie » ouvrière, c'est-à-dire aux ouvriers les plus qualifiés et les mieux payés. Elles ne remplissaient donc pas une exigence non seulement légitime, mais capitale de la lutte de classe, puisqu'elles tendaient au contraire à constituer des organisations fermées, des organisations d'élite regroupant les prolétaires non en tant que salariés, mais en tant que militants disposés à se battre pour des buts indéfinis plus ou moins clairement dans leurs programmes. Par là-même elles reniaient implicitement leurs prétentions originelles à l'« apolitisme » et se rangeaient sur le front politique de la « démocratie ouvrière » ou « directe », et d'autres fariboles communes à des degrés divers au syndicalisme révolutionnaire, à l'anarchisme et au « conseilisme ». Elles finirent donc par devenir des appendices syndicaux de ces divers mouvements politiques, appendices évidemment tout à fait minoritaires par rapport au gigantesque syndicat réformatrice.

Nous allons étudier ces organisations, en les regroupant sous deux rubriques correspondant grosso modo à leur idéologie plus ou moins déclarée.

(Suite page 6)

L'URSS change son fusil d'épaule

L'U.R.S.S. vient de sortir des chantiers d'Odessa son premier porte-avions. Il convient tout en souhaitant courte vie à cet enfant de la contre-révolution, de s'interroger sur les raisons qui ont poussé l'U.R.S.S. à bouleverser sa stratégie militaire.

Les principes de cette stratégie, fortement établis, malgré les divers changements de direction, émanaient en droite ligne des leçons de la guerre 39-45. Dans le domaine de la flotte qui nous intéresse tout particulièrement ici, ils étaient nets et précis comme il ressort de la « Revue militaire soviétique » 1967, n° 7 : pas de flotte de surface, trop vulnérable (et en particulier de porte-avions), mais développement de la flotte sous-marine et d'unités légères de surface, de vedettes lance-missiles (dont l'efficacité face aux grosses unités a été prouvée par la destruction de l'Heilat).

Ayant pour seule optique une guerre mondiale où elle serait impliquée contre les U.S.A., l'Union Soviétique développa donc, suivant ces principes, une flotte sous-marine qui devint rapidement la plus importante du monde (elle sort un sous-marin atomique par mois !) et une série de vedettes lance-missiles qu'elle commercialise aussi rapidement.

Or, depuis quelques années, l'Union Soviétique prend un brusque tournant et met en chantier simultanément :

— Une flotte de surface importante (l'escadre de la Méditerranée) ;

— Une série de grosses unités porte-hélicoptères (« Moskva ») ;

— Une série d'avions à décollage

vertical (Vtol de Mikoyan), et à décollage court (Mig 21 Fishbed F, Shukoi su 7 B, Shukoi flagon B, Mig faithless) et forme des commandos d'intervention, analogues à leurs homologues américains.

Que signifie cette volte-face ? Nous savions déjà que pour les dirigeants de l'U.R.S.S., les principes étaient chose friable et éphémère, ne durant que l'espace d'un matin, en particulier dans le domaine politique ! Or, si les principes militaires ont changé également, cela vient du fait que l'impérialisme russe a grandi. Vexé de son rôle de puissance spoliatrice de petite envergure, il cherche lui aussi à participer au banquet impérialiste, et louche particulièrement vers les ex-pays coloniaux.

Or, dans ce trafic, on n'est jamais à l'abri sinon d'une guerre du moins d'une rébellion. Que faire avec des sous-marins atomiques (capables de détruire l'Europe selon l'ex-camarade Khrouchtchev) contre une guérilla paysanne ? Que faire d'un marteau-pilon quand on veut écraser une mouche ? Il convenait donc, pour messieurs les « communistes » de Moscou, de changer leur fusil d'épaule, de transformer une armée exclusivement constituée pour la guerre atomique en armée principalement entraînée pour l'intervention rapide dans des conflits localisés.

Aussi, ce n'est pas tant son énorme puissance nucléaire (6.325 mégatonnes) qui a sanctionné l'entrée de l'U.R.S.S. dans le rang des impérialistes opérationnels, que la construction de son premier porte-avions apte à soutenir les prétentions de sa rapacité.

LES TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- | | |
|--|--------|
| 1. Communisme et fascisme | 8,00 F |
| 2. Parti et classe | 4,00 F |
| 3. Le principe démocratique | 1,50 F |
| 4. Eléments d'orientation marxiste ; Les trois phases du capitalisme ; Guerres et crises opportunistes | 4,00 F |
| 5. Sur le texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme » | 5,00 F |
| 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes (en préparation). | |

(Commandes au "prolétaire")

L'organisation est la conséquence de la continuité tactique et programmatique du Parti

SUITE DU PRECEDENT NUMERO.

Des problèmes qui renvoient directement à la théorie

Le « possibilisme » organisationnel est étroitement lié à l'idée opportuniste par excellence et pratiquement désastreuse selon laquelle la voie de la révolution n'est pas historiquement déterminée et que des variantes tout à fait imprévues peuvent donc se présenter. Au bout du compte, l'opportunisme en vient à envisager la possibilité que le heurt des classes se résolve intégralement dans le cadre du système de gouvernement démocratique parlementaire, ou que la résistance de la bourgeoisie à une victoire prolétarienne puisse être réduite ou neutralisée par des moyens pacifiques, rendant inutiles la guerre civile et la terreur. Ainsi la voie obligatoire pour le parti ne serait plus celle de la préparation révolutionnaire, de la lutte contre l'appareil d'Etat bourgeois, de la préparation et de la direction de l'insurrection, de l'exercice du pouvoir contre tout autre rassemblement politique même « prolétarien ». Ce qu'il faudrait au contraire considérer comme vraisemblable et probable dans les pays « civilisés » ayant une tradition démocratique ancienne, ce serait la « voie pacifique au socialisme », et donc le parti de type bolchévique, modelé par des exigences tenues pour caractéristiques de la lutte anti-tsariste dans la vieille Russie autocratique, serait inutile et dangereux dans notre aire historique.

C'est le raisonnement classique de la social-démocratie, qui aboutit à une apologie pure et simple de la démocratie bourgeoise, de cette démocratie grâce à laquelle on pourrait soi-disant faire l'économie de la solution violente des conflits de classe, solution qui ne serait nécessaire et légitime que dans des conditions pré-capitalistes (Russie tsariste) pour engendrer, justement, la démocratie, ou bien dans des conditions où celle-ci ayant disparu (fascisme), il s'agirait de la « reconquérir ». Nous savons très bien ce que cela signifie : l'action subversive, clandestine, en faveur de telle ou telle fraction de la bourgeoisie est considérée comme légitime et nécessaire — et en cela les démocrates ne se distinguent pas des fascistes — alors que l'activité également « illégale » mais dirigée contre l'appareil d'Etat et les rapports de force du capitalisme devient, selon l'avis unanime, une folie criminelle. Les opportunistes enchaînés au char des alliés dans la deuxième guerre mondiale, prêchaient au-delà de la ligne gothique (1) le défaitisme, le sabotage, la rébellion, les attentats individuels et enfin l'insurrection, et en-deça de la même ligne, ils se présentaient comme un parti légal et légaliste, pour enfin, « après la libération », se placer sur un terrain exclusivement démocratique et dénoncer du même coup toute poursuite de la lutte illégale contre le fascisme, réprimant par des méthodes aussi bien illégales que légales tous ceux qui — en partie sous l'effet d'une

démagogie officieuse — avaient cru possible de retourner contre les fractions victorieuses de la bourgeoisie l'appareil qu'ils venaient d'utiliser sous leurs ordres et qu'elles contrôlaient bien dans l'ensemble, surtout par l'intermédiaire des « labor lieutenants of the capitalist class ».

Un vrai communiste ne se limite pas à reconnaître comme nécessaire même en régime capitaliste et contre lui, la tactique orientée vers l'offensive révolutionnaire (qui naturellement ne signifie pas « théorie de l'offensive » à tout prix et à n'importe quel moment, même quand on dispose d'un parti solide et d'un lien non épisodique avec une avant-garde importante de la classe ouvrière). Il affirme, sur la base d'une expérience désormais séculaire en Europe (un peu plus d'un siècle nous sépare de la répression de la Commune de Paris pendant la « semaine sanglante ») que le capitalisme (et dans sa phase impérialiste actuelle plus que jamais) dispose d'un potentiel contre-révolutionnaire sans aucune commune mesure avec celui des anciens régimes (il suffit de comparer les répressions tsaristes à celles de Noske, Hitler et Staline).

Là où la forme démocratique est ancienne, où la tradition opportuniste est enracinée dans les privilèges de l'aristocratie ouvrière et dans certains cas de la quasi-totalité du prolétariat d'une métropole impérialiste, les forces contre-révolutionnaires sont particulièrement puissantes et la prise du pouvoir particulièrement difficile et « coûteuse ». C'est justement là la différence avec la situation russe, comme Lénine eut souvent l'occasion de le rappeler et comme Trotsky l'écrivit en 1924 dans des pages vigoureuses des *Leçons d'Octobre* :

« Ce qui caractérise précisément la révolution prolétarienne, c'est que le prolétariat ne représente pas seulement la principale force de combat, mais aussi, par l'intermédiaire de son avant-garde, la forme dirigeante. Seul le parti du prolétariat peut dans la révolution prolétarienne jouer le rôle que jouaient dans la révolution bourgeoise, la puissance de la bourgeoisie, sa culture, ses municipalités et universités. Sa fonction est d'autant plus importante que la conscience de classe de son ennemi est plus grande. Au cours des siècles de sa domination, la bourgeoisie est passée par une école politique incomparablement supérieure à celle de la vieille monarchie bureaucratique. Si le parlementarisme a été pour le prolétariat jusqu'à un certain point une école de préparation à la révolution, il a été encore davantage pour la bourgeoisie une école de stratégie contre-révolutionnaire. Il suffit de penser que c'est grâce au parlementarisme que la bourgeoisie a éduqué la social-démocratie qui est aujourd'hui le plus puissant soutien de la propriété privée. L'époque de la révolution sociale en Europe sera, comme l'ont montré ses premiers pas, une époque de luttes non seulement intenses et impitoyables, mais raisonnées et calculées : et elles le seront à un niveau beau-

coup plus élevé que chez nous en 1917 ».

« Voilà pourquoi il nous faut aborder autrement que par le passé les problèmes de la guerre civile et, en particulier, de l'insurrection. Avec Lénine, nous répétons souvent la formule de Marx : « L'insurrection est un art ». Mais cette idée devient une phrase vide si on ne lui donne pas un contenu en étudiant les éléments fondamentaux de l'art de la guerre civile sur la base des immenses expériences accumulées ces dernières années. Nous devons le dire ouvertement : la façon superficielle dont nous considérons le problème de l'insurrection armée témoigne de la force que conserve parmi nous la tradition social-démocrate. Le parti qui néglige les problèmes de la guerre civile dans l'espoir que ceux-ci se résoudre d'eux-mêmes au moment décisif, ce parti subira à coup sûr un échec. L'expérience des luttes prolétariennes depuis 1917 doit faire l'objet d'une élaboration collective ».

Dans nos *Thèses supplémentaires* (avril 1966) nous écrivions (thèse 8) :

« Dans la phase de lutte armée les communistes auront un enca-

drement militaire avec des schémas précis de hiérarchies à parcours unitaires qui assureront le meilleur succès à l'action commune. Il ne faut pas calquer inutilement chaque activité même non combattante du parti sur ce schéma. Abuser de formalismes d'organisation sans raison vitale a été et sera toujours un défaut et un danger suspect et stupide ».

Ce que nous voulons dire ici, c'est que si le parti ne peut pas, bien sur, s'organiser toujours et dans tous les domaines comme une caserne (nous verrons plus loin dans quel sens) ce que ne voudraient dire évidemment ni Lénine, ni Trotsky, et il est superflu de le démontrer, il faut néanmoins qu'il s'organise de façon à pouvoir assurer convenablement la préparation révolutionnaire nécessaire dans un climat qui, avec la reprise des luttes de classe, verra se déclencher la répression préventive de la bourgeoisie. Or si le parti n'est pas capable de conserver son organisation malgré les coups de ce puissant adversaire qu'est le capitalisme moderne, tout en agissant en même temps à l'extérieur pour attirer à lui une avant-garde de la classe, il ne pourra pas, à plus forte raison, passer à la préparation directe du combat décisif.

Rôle immuable et irremplaçable du Parti

Il est vrai que la lutte armée n'épuise pas toute l'activité du parti révolutionnaire, mais il ne l'est pas moins que si le parti ne dispose pas d'une solide organisation de cadres trempés et capables de se soumettre volontairement à une discipline, même militaire au sens strict du mot ; si ses membres ne sentent pas que leur action militante a pour condition un engagement total, il n'arrivera jamais à engager cette lutte armée avec le sérieux et la continuité qui seuls peuvent assurer la victoire.

Un tel parti ne s'improvise sûrement pas. La même chose vaut ici pour la tactique : pour obtenir la cohésion étroite et la discipline qui sont indispensables à une véritable préparation révolutionnaire, il faut que certaines tâches fondamentales soient indiquées par avance aux membres du parti, même si à une époque de reflux de la lutte de classe, elles peuvent paraître bien « lointaines ». Sachant ce qui les attend, les militants travailleront à se rendre aptes aux fonctions du parti dans un stade plus avancé de la lutte de classe, fût-ce en remplissant des tâches apparemment mineures et secondaires, au lieu de céder au dilettantisme et à l'empirisme.

Dire que c'est au parti qu'il incombe de diriger la révolution ne signifie pas qu'il « préfigure » dans ses rangs l'Armée rouge, la Tcheka, bref, une des indispensables « commissions extraordinaires contre la contre-révolution », non plus que... le Soviet suprême. Cela signifie qu'il se prépare à diriger la lutte pour atteindre ces objectifs et donc, en un mot, pour conquérir le pouvoir. Cette lutte implique par définition une radicalisation de la classe, son encadrement par le parti et un affrontement physique avec les multiples ramifications de l'appareil du pouvoir bourgeois qui peut être direct, mais aussi suivre des voies plus cachées (« Ce serait une erreur de prétendre qu'un parti révolutionnaire doit être à tout moment pour la lutte, sans

prendre en considération la force de ses amis et de ses ennemis ; qu'à propos d'une grève par exemple, un communiste ne puisse être que pour sa poursuite à outrance ; qu'un communiste doit exclure certains moyens, comme la dissimulation, l'astuce, l'espionnage, etc., parce qu'ils ne sont guère nobles ni agréables » (Thèses de Lyon de la gauche du P.C. d'I., 1.3).

Or dans la mesure où « il n'est pas une armée ni même un rouage de l'Etat, c'est-à-dire un organe où la part de l'autorité hiérarchique est prédominante et nulle celle de l'adhésion volontaire » et où « pour un militant il y a toujours un moyen de ne pas exécuter les ordres sans encourir de sanction matérielle, qui est de sortir du parti (ibidem) », dans la mesure, en somme, où le parti n'est pas seulement un facteur, mais un produit de l'histoire, il subit la pression continue de cet appareil d'Etat en même temps que toutes celles du milieu ambiant, avec la menace matérielle, mais aussi tous les risques de démoralisation que cela implique.

Par conséquent, même quand l'adhésion ou le soutien d'une avant-garde du prolétariat est réduit (actuellement, ils sont inexistant), le parti doit d'une part résister à un appareil de pouvoir toujours plus imposant et, d'autre part, acquérir la capacité de diriger pratiquement les masses prolétariennes (ce qui ne veut pas dire « la majorité de la classe ouvrière », faute de quoi l'insurrection n'aurait aucune chance de succès ; car si les communistes n'ont pas du tout besoin d'être des hommes « à part », le Parti Communiste, lui, est par définition différent de tous les autres par son programme et donc par sa fonction historique. Quant à son importance, elle est beaucoup plus considérable que par exemple celle des partis de la bourgeoisie révolutionnaire, des Puritains anglais du XVII^e siècle aux Jacobins français du XVIII^e : le parti communiste est le plus indispensable de l'histoire.

Or c'est ce que le courant italien de l'Ordine nuovo, entre autres, n'arriva jamais à comprendre, parce que c'était un courant absolument anti-marxiste (on ne peut comparer Gramsci à R. Luxembourgeois qui, parmi les très rares théoriciens marxistes authentiques qui ont existé au XX^e siècle hors de Russie, était malgré tout d'une envergure exceptionnelle). En effet, quoi qu'en disent les apologistes stipendiés, ce courant n'admit jamais l'urgence de la préparation révolutionnaire sur le plan de la doctrine en même temps que de l'organisation, à une époque où le Parti socialiste se trouvait pourtant tout à fait désarmé politiquement et organisationnellement devant toutes les menaces de répression ordinaire et extraordinaire de l'Etat bourgeois.

Par contre, la Gauche, qui ne dédaignait pas de parler de discipline et d'organisation, même pour l'autodéfense (Milan, avril 1920), et qui montrait avec une grande lucidité qu'un grand parti électoraliste était nécessairement impuissant du fait même de son électoralisme, c'est-à-dire du caractère purement formel de son adhésion au programme révolutionnaire, réduit par lui au rôle d'« icône inoffensive », était bien dans la tradition bolchévique. En montrant combien était trompeuse l'adhésion du P.S.I. à la III^e Internationale, sa polémique avançait aussi celle de Trotsky disant qu'on ne peut pas superposer un programme révolutionnaire à une organisation conformiste comme celle des vieux partis exclusivement parlementaires qui, au lieu de sélectionner des cadres afin de préparer la solution révolutionnaire des conflits sociaux, attendaient tout au plus cette solution de façon passive et, pis encore, avec une confiance aveugle dans la capacité des masses, miraculeusement illuminées par le « soleil de l'avenir », à pallier les déficiences du parti.

L'immédiatisme a nécessairement cette conception suiviste dénoncée dans l'appel de l'Internationale communiste aux socialistes italiens après le II^e Congrès : « ...le Parti, dans de nombreux cas, se tient à l'écart du mouvement, et dans d'autres, il se contente de le contenir au lieu de s'efforcer de le généraliser, de lui donner ses mots d'ordre, de l'organiser, de le diriger selon un plan déterminé, bref de le transformer en une attaque décisive contre la domination bourgeoise... Ce n'est pas le parti qui conduit les masses, mais les masses qui poussent le parti ».

Si les Serrati et Cie s'imaginaient qu'on pouvait « prendre le pouvoir » en conservant au cours de la lutte les sièges au parlement, les conseils municipaux et les coopératives — et toute la politique correspondante de collaboration de classe — c'est qu'ils croyaient que le torrent prolétarien spontané serait irrésistible et balayerait aisément toutes les résistances de la bourgeoisie, ne s'arrêtant que devant les municipalités et les sièges des organisations « rouges ». Aussi la direction du P.S.I. (comme d'ailleurs l'Ordine nuovo) se contenta-t-elle d'appeler de ses vœux des vagues nouvelles et plus violentes de luttes ouvrières quand, grâce à l'étouffoir « actif » des réformistes et « passif » des maximalistes, la bourgeoisie fut parvenue à liquider les ultimes places fortes des organisations prolétariennes en déroute et à faire plier leurs meilleurs combattants. Et si l'exemple de l'Italie en 1920 est révélateur, celui de l'Allemagne de 1923, dont les conséquences internationales ont été bien plus graves, est tout aussi instructif.

Ces expériences mettent en évidence le suivisme congénital du centrisme « maximaliste » (même et surtout s'il est soucieux de conquérir des majorités) et renvoient au *Que Faire ?* de Lénine. C'est, en effet, ce texte classique qui démontre le plus clairement que les questions d'organisation (y compris les plus négligeables en apparence) découlent des conceptions tactiques, stratégiques et, en dernière analyse, programmatiques d'ensemble. Ce n'est donc pas un

(Suite page 6)

Vient de paraître :

" PROGRAMME COMMUNISTE "

N° 57

Le trotskysme :

- Critique de la théorie de la révolution permanente
- Critique de la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré
- Critique du programme de transition
- Conclusion générale

Le numéro : 6 F

Commandes au " prolétaire "

" Indifférence " à l'égard de l'organisation et suivisme

La signification que l'on attribue à l'organisation du parti, à la clarté de sa tactique, à la formation de ses membres, bref à l'habilitation du parti à ses tâches, dépend de la fonction qu'on lui attribue. Si, par exemple, on estime comme R. Luxembourgeois que les masses prolétariennes peuvent en quelque sorte précéder ou remplacer le parti dans la conscience des tâches révolutionnaires de la classe com-

prise au sens historique ; si l'on pense que c'est la « créativité » spontanée des masses qui indique au parti la juste voie à suivre pour prendre le pouvoir, alors la conscience qu'un « parti vraiment communiste » est nécessaire, qu'il ne suffit pas d'avoir clairement compris depuis longtemps que la social-démocratie est pourrie, mais qu'il faut se séparer d'elle, devient secondaire, inutile, voire nocive.

(Suite de la 1^{re} page)

QUI A GAGNE ?

que") et, pour les Russes, préoccupés avant tout des difficultés qu'ils rencontraient dans leur Empire d'Europe Centrale, le Viet-Minh sera contraint d'admettre que le cas du Viet-Nam soit dissocié de celui du Laos et du Cambodge (ce qui était abandonner l'espoir de la constitution d'une nation à l'échelle de l'Indochine tout entière), et qu'une solution militaire prenne le pas sur une solution politique. La solution

Les deux Viet-Nam

Amputé du grenier à blé constitué par le delta du Mékong, le Viet-Nam du Nord héritait par contre des principales richesses minières (charbon, phosphates, étain, uranium) et d'un embryon d'implantation industrielle ; toutefois, sept années de guerre avaient complètement désorganisé les communications.

Soucieux de continuer la politique qui lui avait assuré l'appui de la paysannerie au cours de la guerre révolutionnaire et d'asseoir ainsi solidement les bases du nouvel Etat, le Viet-Minh entreprit une réforme agraire. En fait, comme on l'a dit plus haut, la concentration des terres avait été importante au Sud seulement du pays, qui échappait justement à la juridiction de la R.D.V.N. Sur son territoire, au contraire, la propriété était extrêmement morcelée. Certes, l'exode massif des catholiques au Sud (860.000 personnes) sur les injonctions du clergé et à l'initiative des premiers conseillers américains de l'Etat du Sud, avait libéré quelques terres, que l'on pouvait arrondir en ajoutant les domaines des colons français et de quelques propriétaires "collaborateurs", mais cela faisait encore bien peu.

Les chiffres suivants montreront clairement que, si la première réforme agraire, commencée en 1953, avait une portée politique, son effet économique était nul. On classa la population en cinq groupes, suivant l'extension de la terre possédée. Pour chaque groupe, la possession moyenne de terre était la suivante :

Propriétaire : 0,65 hectares
Paysan riche : 0,21 hectares
Paysan moyen : 0,12 hectares
Paysan pauvre : 0,05 hectares
Ouvrier agricole : 0,02 hectares

Même en tenant compte du caractère très intensif de la culture pratiquée, on ne peut que constater l'extrême morcellement de la terre : le propriétaire le plus riche cultive en fait un misérable lopin. La première réforme se contenta de répartir la misère, puisqu'elle aboutit à la situation moyenne suivante :

Propriétaire : 0,10 hectares
Paysan riche : 0,21 hectares
Paysan moyen : 0,17 hectares
Paysan pauvre : 0,14 hectares
Ouvrier agricole : 0,15 hectares

En réalité, une telle "réforme" ne pouvait ni améliorer le sort de la paysannerie, ni nourrir suffisamment les villes que l'on se promettait justement d'agrandir sous l'impulsion de l'industrialisation. Il semble bien qu'elle ait aussi manqué son but politique : une vague de mécontentement secoua la paysannerie qui, ça et là, se révolta. La répression sera impitoyable (50.000 morts, le double de déportés), mais l'Etat reculera et, après une campagne d'autocritiques, reconsidérera, village après village, la répartition en cinq groupes de la population.

Entre temps, la réforme agraire avait au moins produit un effet : une partie des pay-

militaire consista en un regroupement des forces de part et d'autre du 17^e parallèle. La solution politique, la promesse d'élections dans les deux ans pour réunifier le pays, ne fut jamais appliquée, si bien que, sur la base du regroupement des forces armées dans les deux zones, se constituèrent deux Etats distincts.

sans, incapables de vivre sur des terres trop restreintes, ou bien, au contraire, un peu plus étendues qu'auparavant, mais qu'ils ne pouvaient guère mettre en valeur faute d'instrument aratoires ou d'animaux de traits, quittaient la campagne pour chercher du travail à la ville. Ce mouvement spontané sera renforcé par les réformes agraires successives, qui s'efforceront de développer les coopératives afin d'augmenter la productivité du travail agricole.

Le mouvement était pratiquement achevé en 1960 : 41.401 coopératives regroupaient 85,8 % des agriculteurs. La base agricole d'une expansion industrielle était posée : moins d'agriculteurs, produisant davantage dans de meilleures conditions économiques, voilà la source d'une main-d'œuvre à jeter dans l'industrie.

Après une phase de reconstruction des installations détruites par la guerre, l'industrialisation progressera effectivement d'un bon pas. On estime (bien que ces chiffres soient discutés) qu'en 1965, la production de charbon avait doublé par rapport à 1939, que celle de ciment avait été multipliée par 3, celle des phosphates par 10, celle de l'électricité par 5, celle des textiles par 2,5.

Ces progrès ont été accomplis pour une part grâce à l'aide extérieure, de la Russie et de la Chine, mais l'Etat Nord-Vietnamien a fait tout les efforts possibles (ou plutôt les a imposés à la population) pour réduire cette dépendance, craignant, et à juste titre, de jouer le rôle de colonie des "Etats frères" : de 1955 à 1964, l'aide extérieure est passée de 65 % du budget global (chiffre énorme) à 15 %. Il est évident que ce chiffre a dû remonter à nouveau à partir de 1965, à la suite des bombardements américains.

Réforme agraire, exode rural et industrialisation, création d'un courant d'échanges entre la ville et la campagne, c'est-à-dire formation d'un marché national, voilà l'œuvre du Viet-Nam du Nord. A la suite d'un bouleversement profond de la société agraire, l'Etat préside à l'accumulation primitive du capital. L'histoire a progressé, mais il importe de définir exactement la direction qu'elle emprunte ; malgré tous les mensonges de la propagande ou les naïvetés des "amis de la RDV", nous avons affaire à un Etat industrialiste, agent d'une accumulation capitaliste réalisée au prix de la sueur et de la classe paysanne et de la classe ouvrière.

Face à lui se dresse, lors de la partition de 1954, l'Etat du Viet-Nam du Sud. Débarrassé pour un temps, grâce aux accords de Genève, de l'organisation nationaliste-révolutionnaire du Viet-Minh, il sera formé par l'ensemble des couches réactionnaires de la société : propriétaires fonciers-usuriers, commerçants spéculateurs liés au capital étranger (français, puis américain) hauts-fonctionnaires prévaricateurs. Tout aussi nationaliste que celui du Nord, il tentera, sous la direction de Diem, le mandarin catholique qui lança des proclamations d'indépendance et des imprécations xénophobes, de construire une administration centralisée et une armée unifiée.

Dans une situation de chaos politique et social où règnent localement les seigneurs de la guerre et où les sectes religieuses entretiennent des armées privées, le gouvernement de Diem fera quelques progrès dans

cette direction : en achetant les généraux privés et en emprisonnant les opposants, il mettra sur pieds tant bien que mal une administration centralisée, quoique pléthorique et gangrenée par les pots de vin, et une armée qui deviendra le centre de gravité de la société du Sud.

Mais cet Etat de la bourgeoisie foncière et usurière, dont l'administration dépendra de plus en plus des prébendes américaines, règne sur une société paysanne travaillée par une crise terrible. On l'a vu, sous l'occupation française déjà, la concentration des terres était fort avancée au Sud. Le mouvement amorcé continua au point que — et c'est une différence notable avec le Nord — 2 % des propriétaires possédaient 45 % du territoire cultivable.

Les taux de fermage de 50 % couramment pratiqués, l'endettement puis l'expropriation des paysans, créaient une situation d'autant plus explosive que l'industrie, pratiquement inexistante, ne pouvait absorber la surpopulation misérable des campagnes, le chômage étant encore renforcé par l'afflux des réfugiés catholiques du Nord et le départ des armées françaises (qui employaient 120.000 militaires vietnamiens et 40.000 civils).

Le gouvernement Diem lui-même flaira alors le danger et tenta plusieurs fois de procéder à une réforme agraire qu'il est en réalité congénitalement incapable d'appliquer, lui qui est l'émanation directe des proprié-

La deuxième guerre du Viet-Nam

Ainsi commence la deuxième guerre du Viet-Nam, et c'est une guerre de paysans spoliés. L'Etat du Sud, sans doute encouragé par la remarquable passivité du Nord qui n'a pas même vraiment protesté contre l'ajournement des élections générales, reagira par une répression implacable, qui ne fera finalement que renforcer la détermination de l'adversaire.

Incapable par nature d'offrir une solution à la crise agraire, il n'a pas non plus les moyens de s'opposer efficacement à la révolte : oubliant ses proclamations d'indépendance, il se tournera de plus en plus vers son tuteur américain qui prendra progressivement en charge la guerre contre le Viet-Cong. Les étapes du processus sont connues : en 1960, le Viet-Cong s'est solidement implanté dans le delta du Mékong, le grenier à riz du Viet-Nam, et livre bataille à une armée gouvernementale forte de 600.000 hommes, appuyée par 40.000 Américains. La puissance de feu dont disposent les troupes de Saigon, les moyens modernes de transport qu'elles utilisent (hélicoptères), l'appui de plus en plus considérable qu'elles reçoivent de l'aviation américaine, ne peuvent venir à bout du Viet-Cong ; au contraire, l'armée de Saigon se désagrège, les désertions se font plus fréquentes, si bien qu'en 1965 l'armée américaine commence d'intervenir massivement et finalement, en 1967, pratiquement seule.

taires fonciers. Chargés d'appliquer contre eux-mêmes ces réformes, les notables locaux la sabotèrent. Plus encore, au départ du Viet-Minh, lors de la partition, l'armée gouvernementale a ramené dans ses bagages les propriétaires qui avaient fui vers les villes : ils auront tôt fait d'annuler les distributions de terre auxquelles le Viet-Minh avait procédé, et réclameront même l'arrière des fermages !

Toutes les conditions de l'insurrection paysanne étaient remplies : elle éclatera effectivement dès le début de 1957.

Entre temps, le délai de 2 ans fixé pour procéder à des élections, aboutissant à la réunification du pays était passé, et le Viet-Nam du Nord, tout comme la Chine et la Russie, prit son parti sans murmures de la division du pays. Tout occupé à ses tâches d'édification économique, devant faire face à la résistance des paysans et aux fortes tensions sociales provoquées par une industrialisation accélérée, l'Etat du Nord se contentait de ses frontières étriquées, bornait son nationalisme au 17^e parallèle et abandonnait les "grands principes" nationaux.

Le mouvement Viet-Cong se développa donc seul, sans aucune aide extérieure, bien qu'évidemment une certaine continuité fut assurée par les militants du Viet-Minh restés sur place au Sud. Mieux encore, il fit figure de générateur auprès de ses "alliés naturels" du camp socialiste.

Entre temps, les Américains se seront débarrassés de Diem, et mettront en place, après diverses péripéties, leur marionnette Thieu.

A l'origine, l'intervention américaine entre dans le cadre habituel de la stratégie impérialiste : il s'agit de préserver l'équilibre des blocs en empêchant l'extension d'un Etat con-

trôlable par le bloc rival, ou ce qui revient au même, en empêchant l'effondrement d'un Etat-client. Le gendarme se doit d'intervenir. Mais il se trouve bien vite engagé dans une guerre de reconquête coloniale. Sûr de sa force, avec la morgue caractéristique du grand bourgeois écrasant de son mépris ces paysans rebelles, il croit que sa puissance économique et militaire viendra à bout de tous les obstacles, et le voilà engagé dans un engrenage qui, de dernier quart d'heure en dernier quart d'heure, l'amène à s'engager toujours davantage pour arriver au maximum de 1968 : 500.000 hommes et une armada géante de porte-avions, d'avions, d'hélicoptères.

Hanoï, on l'a vu, n'est pour rien dans le déclenchement de la deuxième guerre du Viet-Nam, qui contrariait au contraire ses plans de développement économique. Toutefois, l'extension même de la guérilla, ses succès, l'insure visible du gouvernement Diem, incitèrent le Viet-Nam du Nord à s'engager à son tour : une victoire du FNL (créé en 1960) était alors plausible et l'ampleur que prendra l'escalade américaine imprévisible ; les nationalistes assagis du Nord recommencèrent à penser à un Viet-Nam réuni.

Par ailleurs, ce thème de la lutte pour la grande nation pouvait être d'une grande utilité pour rétablir la cohésion nationale, pour souder à l'Etat les classes laborieuses soumises à la terrible pression d'une construction économique à marche forcée, et on a vu plus haut que les difficultés n'avaient pas manqué dans les rapports entre la paysannerie et l'Etat.

Enfin, dès 1965, les bombardements américains au Nord feront de l'engagement de la RDV une nécessité de défense nationale. Une fois lancé, le processus s'élargira, jusqu'à renverser les rapports initiaux entre le FNL et l'armée de la RDV : aujourd'hui, en particulier dans la dernière offensive, il est manifeste que l'initiative appartient essentiellement à l'armée de la RDV et que le FNL lui sert de force d'appoint.

Echec de l'escalade américaine

La guerre prend une tournure apocalyptique. La tactique des "hameaux stratégiques", déjà employée en Algérie par le colonialisme français et qui vise à arracher les paysans à l'influence du FNL en les transplantant, aboutit à des déplacements massifs de population... et renforce d'autant la haine des paysans à l'égard du gouvernement de Saigon. L'insécurité, les exactions de la soldatesque, la misère, poussent d'autre part vers les villes une masse de déracinés qui viennent y constituer un sous-prolétariat famélique : Saigon, qui comptait 493.000 habitants en 1943, en regroupe 2,5 millions en 1966. Mais ni l'ampleur des moyens militaires employés par les Américains, ni la sauvagerie inouïe de la répression ne font plier le FNL, tandis que la RDV supporte sans s'effondrer les raids de terreur de l'aviation américaine, grâce sans doute à son faible développement qui lui permet d'éparpiller intelligemment la population et les

installations productives sur son territoire.

L'armée américaine, l'armée du gendarme mondial de l'impérialisme, a donc bel et bien subi une défaite militaire des mains d'un peuple de paysans. C'est là, incontestablement, un fait historique de première importance, qui ne peut que réjouir des révolutionnaires. Sans doute, rien de comparable à Dien Bien Phu ne s'est produit ni ne se produira, mais c'est un fait que les U.S.A. n'ont pu atteindre le but qu'ils s'étaient fixé : reconquérir, "pacifier" comme on dit dans le jargon colonialiste, le Viet-Nam du Sud. Au contraire, leur propre armée s'est peu à peu décomposée.

Dès 1968, au sommet de l'escalade américaine, l'offensive du têt montrait de façon éclatante dans quelle impasse se trouvait l'Amérique. Elle en tira la leçon et le gouvernement, aiguillonné par une vague d'agitation pacifiste aux U.S.A. même, qui touchait surtout, sans doute, des couches peu influentes (petite-bourgeoisie intellectuelle, jeunes), mais que venait renforcer une opposition des milieux d'affaires voulant qu'on en revienne à l'offensive du dollar, amorça le dégageant (et son pendant, la "vietnamisation") qui aboutit à la situation actuelle.

L'offensive de 1972 de la RDV et du FNL, rendue possible par la livraison d'un important matériel de guerre russe (dans le cadre de la lutte entre l'Etat chinois et l'Etat russe pour établir leur influence sur la RDV, c'est la réponse de la Russie aux ouvertures chinoises en direction des U.S.A.) a abouti finalement aux négociations secrètes récentes et au plan de paix publié par Hanoï.

(Suite page 6)

Correspondance :

• le prolétaire •
B. P. 266
13211 - Marseille Cédex 5

Versements :

• le prolétaire •
C.C.P. 2202-22 Marseille

Abonnements :

• le prolétaire • :
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
par avion : 25 F et 13 F

• programme communiste • :
1 an : 15 F (150 FB)

• programme communiste •
et • le prolétaire • :
1 an : 30 F (300 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

prénom :

adresse :

- • prolétaire • : 6 mois
- • prolétaire • : 1 an
- • programme communiste •
- combiné

(rayer les mentions inutiles)

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie - Lino-Imp -
1, 3, 5, boulevard Schlossing
MARSEILLE (X^e)
Tél. : 77.92.48

distribué par les N.M.P.P.

LA TRAGÉDIE DU PROLÉTARIAT ALLEMAND

Organisations anarcho-syndicalistes

(Suite de la page 3)

Bien que n'ayant pas en Allemagne une tradition aussi longue et aussi importante que dans les pays latins, le « syndicalisme révolutionnaire » avait réussi à y conserver une certaine continuité et à y garder, même pendant la guerre, une certaine organisation clandestine, et c'est lui qui, vers la fin de décembre 1918, constitua la première confédération syndicale étrangère à la nouvelle A.D.G.B. : la *Freie Vereinigung deutscher Gewerkschaften*. (Libre Union des syndicats allemands).

L'inspiration syndicaliste de cette nouvelle organisation, qui resta éphémère, apparaît clairement dans l'« appel » lancé le 14 décembre. Elle se donne pour but « l'abolition du travail salarié, l'expropriation des terres, des usines et des moyens de production des grands capitalistes, et l'instauration de la production socialiste-communiste », elle repousse non seulement les réformes, mais les revendications d'augmentation des salaires dans le cadre du régime bourgeois ; elle oppose l'action directe à l'action parlementaire et

minimaliste ; elle indique, comme moyens spécifiques de la lutte pour « l'instauration du socialisme », la grève générale et de solidarité, de boycott et le sabotage de la production capitaliste ; elle se propose de dépasser l'ancienne séparation entre organisations économiques et politiques, en les réunissant dans une seule association politico-économique ; elle confie la gestion de la « production socialiste » de l'avenir aux syndicats syndicalistes - révolutionnaires. Dans la phase actuelle, elle suggère à ses membres de « travailler de concert » avec « les groupes les plus à gauche du mouvement ouvrier, c'est-à-dire les Indépendants et les Spartakistes », et elle ne refuse pas la notion de dictature du prolétariat, pourvu que celle-ci soit exercée non par un parti, mais par ces « parlements de la classe ouvrière que sont les conseils ouvriers ». Il n'est donc pas étonnant que le Parti communiste d'Allemagne, né dans l'atmosphère brûlante des derniers mois de 1918, parmi les cris de « Hors des syndicats traditionnels ! » et « Tout le pouvoir aux Conseils ! », ait collaboré étroite-

ment avec cette première organisation scissionniste jusqu'au milieu de l'année 1919, avant le congrès de Heidelberg, tout en s'efforçant d'influencer politiquement ses meilleurs éléments et de mettre en lumière les graves défauts théoriques du syndicalisme révolutionnaire.

Les choses changèrent avec la victoire des anarchistes sur les syndicalistes purs. Durement frappée au cours des grandes luttes de 1919, la première association syndicale scissionniste se réorganisa en décembre de la même année sous le nom de F.A.U.D. (*Freie Arbeiter - Union Deutschlands*, Libre union ouvrière d'Allemagne). Elle conservait sa désignation « syndicaliste », mais sa « déclaration de principes » reflétait un mélange de syndicalisme et d'anarchisme : refus du parti politique en général et de la dictature du prolétariat dirigée par le parti en particulier ; aucun lien, donc, avec les partis ouvriers existants, même « de gauche » ; attribution des tâches de construction économique du socialisme aux syndicats qui ne sont donc « pas des produits éphémères de la société capitaliste, mais les germes des futures organisations économiques

socialistes », et doivent dès maintenant *préfigurer* dans la structure fédéraliste des libres associations ouvrières locales les caractéristiques de la future communauté sociale (« organisation des usines par les conseils d'usine ; organisation de la production à l'échelle générale par les associations industrielles et agricoles ; organisation de la consommation par les bourses du travail » ; bref, « réorganisation de toute la vie sociale sur la base du *communisme libre*, c'est-à-dire *sans Etat* ») ; affirmation que « le socialisme est, en dernière analyse, une *question*

de culture, qui ne peut donc être résolue que de bas en haut, par l'activité créatrice du peuple » ; refus de la violence organisée qui nie précisément cette libre activité créatrice. Tout le reste était à l'avenant, constituant un mélange d'individualisme et de culturalisme poussés à l'extrême d'une part, et d'autre part de syndicalisme et d'unionisme atténués, avec toutes les contradictions propres à ces courants que le marxisme a cent fois dénoncés comme petits-bourgeois, idéalistes et congénitalement démocratiques.

(A suivre)

Derrière les caricatures de grève

(Suite de la 1^{re} page)

sence de lien, que l'opportunisme établit entre l'action revendicative et les buts politiques : plusieurs semaines d'une grève limitée à un secteur, qui est enfin « élargie »... en une manifestation de masse visant l'opinion publique. Là, les bonzes substituent à la revendication précise d'une augmentation de 50 centimes de l'heure, la litanie rituelle du retour aux 40 heures, des 1.000 F. minimum, de la retraite à 60 ans. Véritable caricature de généralisation des luttes ! Car ces mots d'ordre « raisonnables » (la bourgeoisie dans son ensemble le reconnaît) ne sont *soutenus par aucune action réelle* (pour Michelin d'ailleurs, cette manifestation donne le signal de la reprise du travail...). Ces revendications ne sont donc que les thèmes d'une campagne promotionnelle pour populariser le programme commun. On promet que leur réalisation sortira, non de la lutte, mais des urnes, à condition justement que les ouvriers veuillent bien se montrer raisonnables, c'est-à-dire *freiner* leurs luttes jusqu'à la veille des élections.

Au lieu de la grève économique et la conquête révolutionnaire du pouvoir, les opportunistes substituent l'auto-limitation des luttes économiques pour ne pas compromettre l'illusoire passage pacifique au socialisme. Comme le rappelait notre brochure *Mouvements reven-*

dicatifs et socialisme, nous ne disons pas au prolétariat : « Renonce à te défendre, fais plutôt la révolution ! ». Nous lui disons : « Cette lutte quotidienne est nécessaire pour résister à l'attaque permanente du capital contre vos conditions de vie. Elle prépare la classe à la lutte violente qui, si elle paraît lointaine aujourd'hui, sera nécessairement la seule manière de régler définitivement les comptes avec le capital ». L'opportunisme, lui, dit bel et bien à la classe ouvrière : « Renonce à te défendre, vote plutôt pour l'alliance des partis « ouvriers » (qui l'ont trahie dix fois !) et des « radicaux de gauche » !...

Si difficile qu'elle soit en cette période, l'intervention des communistes doit consister non seulement à critiquer les méthodes d'action des syndicats actuels, mais, d'une part, à montrer qu'aucune magie électorale ne permettra de faire l'économie de la lutte, *même immédiate et limitée*, contre les exigences du capital ; d'autre part, à reconstituer, dans la théorie et dans les actes, contre la séparation toujours plus accentuée entre revendication immédiate et buts historiques du prolétariat, le lien nécessaire, la chaîne complète qui va de la lutte locale pour quelques centimes de plus par heure à la future lutte générale, et nécessairement violente, contre les piliers de l'ordre bourgeois.

Chili : l'union populaire

(Suite de la page 2)

Depuis deux ans que le « socialisme chilien » est au pouvoir, rien de fondamental n'a changé dans l'économie du pays. La hausse des salaires accordée par le gouvernement n'a touché que la minorité du prolétariat travaillant dans le secteur nationalisé et a été annulée par l'inflation. Une fois passée l'euphorie de la victoire, Allende et ses ministres « communistes » ont demandé aux ouvriers de revendiquer un peu moins et de retrousser un peu plus leurs manches, selon un schéma désormais bien connu. Quant à la réforme agraire, non seulement elle reste placée sous le signe de l'indemnisation des anciens propriétaires, mais elle s'enlise dans les lenteurs administratives habituelles. Contre les expropriations des Indiens mapuches, prolétariat misérable de plus de 300.000 personnes inutilisable politiquement par la bourgeoisie chilienne dont il est l'ennemi mortel, le gouvernement a défendu les colons aisés du Sud du pays. Et plutôt que de distribuer gratuitement la terre aux 700.000 paysans misérables qui la travaillent, Allende a préféré distribuer des postes de P.D.G. dans le secteur nationalisé aux militaires de l'Etat-Major : tel est le « socialisme chilien » !

Pourtant, même les directions des fractions les plus « radicales » du prolétariat et de la paysannerie (comme le M.I.R.), ont jusque-là accordé un « soutien critique » à l'Union Populaire, c'est-à-dire à une engageance politique qui ne mérite que de la destruction.

Contre les prolétaires et les paysans pauvres du Chili que leurs dures conditions d'existence avaient radicalisés, celle-ci a, en effet, utilisé toutes les vieilles

recettes du réformisme : la canalisation de l'énergie révolutionnaire contre certaines couches de la bourgeoisie jugées « parasitaires » ou dénoncées comme « fascistes » pour mieux conserver le mode capitaliste de production ; l'appel à la « lutte contre les monopoles » visant à faire passer le super-monopole du capitalisme d'Etat pour du *socialisme* ; et enfin l'appel à l'unité de tout le peuple contre l'impérialisme américain, comme si non seulement le prolétariat, mais la plus grande partie de la petite-bourgeoisie elle-même pouvaient attendre une quelconque émancipation sociale d'un développement du capitalisme national.

A l'heure où la grande colère de la petite-bourgeoisie elle-même porte un coup mortel à l'*utopie* qui veut que l'« union populaire » permette le dépassement des antagonismes de classe, ne surgira-t-il pas au Chili des communistes authentiques pour porter d'autres coups mortels aux doux mensonges qui la présentent comme *révolutionnaire*, et pour formuler le véritable programme prolétarien : rupture avec le progressisme démocratique et populaire — constitution en parti indépendant à l'égard des classes moyennes — lutte pour la prise révolutionnaire du pouvoir et pour le socialisme, en liaison avec la classe ouvrière internationale ?

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur notre changement d'adresse. Celle-ci est désormais :

« LE PROLETAIRE »
B. P. 266

13211 - MARSEILLE CEDEX 1

QUI A GAGNE ?

Le plan de paix

(Suite de la page 5)

Est-à-dire que le FNL et la RDV ont gagné ? On en est loin. Le texte des accords en 9 points montre suffisamment

l'ampleur des concessions qu'ils ont dû faire. Leur résistance magnifique ne saurait dissimuler le fait qu'ils ont été acculés à la négociation. Si l'Amérique ne les a pas vaincu militaire-

ment, ils n'en sont pas moins à bout de souffle.

L'accord prévoit, en effet, qu'après le cessez-le-feu et le retrait des troupes américaines, deux gouvernements, deux administrations (et leurs deux armées) se partageront le territoire. Contrairement aux conditions initiales du FNL, l'administration Thieu et son armée resteront en place : il s'agit là d'une concession majeure. Un « Conseil national de réconciliation et de concorde nationales », dans lequel seront représentés le G.R.P., le Gouvernement de Saïgon et la troisième force (c'est-à-dire les opposants à Thieu de diverses tendances) prépareront des élections, sous contrôle d'une commission internationale.

On ne peut, certes, prévoir la déflagration que produira, dans une population soumise à une guerre terrible depuis plus d'une génération, l'annonce d'un cessez-le-feu. Que fera, en particulier, cette innombrable plèbe des villes déracinée, misérable, mais vivant des miettes de la présence américaine ?

Il reste que si le GRP contrôlera la majeure partie du territoire, on estime généralement que l'administration Thieu contrôlera la majorité de la population... et elle sait organiser des élections. L'avenir n'apparaît donc pas si rose pour les combattants du FNL.

Et pour les U.S.A. ? Certes ils ont subi un échec patent sur le plan militaire et politique. En sera-t-il de même sur le plan économique ? Le point 8 des accords doit résonner bien agréablement aux oreilles du big business américain : « La cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Viet-Nam créeront des conditions pour l'établissement de rapports nouveaux, entre la République démocratique du Viet-Nam et les Etats-Unis.

Les Etats-Unis contribueront à panser les blessures de guerre et à l'œuvre d'édification d'après-guerre en République démocratique du Viet-Nam et dans toute l'Indochine ».

En somme, grâce aux ruines qu'elle a accumulées partout en Indochine, l'Amérique va pouvoir se lancer dans la grande affaire de la reconstruction et envoyer ses missions commerciales à la place de ses B-52.

Il faut en effet bien davantage qu'une guerre nationale héroïque pour abattre l'impérialisme : rien de moins que la révolution prolétarienne.

L'Organisation

(Suite de la page 4)

hasard si *Que Faire* (et *Un pas en avant, deux pas en arrière*, écrit plus tard) a été et sera toujours la bête noire de l'immédiatisme et de l'opportunisme qui y voient dénoncés jusqu'à leurs stratagèmes apparemment les plus anodins pour altérer le programme et affirmée de la façon la plus radicale l'indissolubilité de toutes les composantes de la doctrine révolutionnaire.

Dans un texte de 1953 récemment reproduit en brochure en Italie, « *Parodie de la praxis* », nous écrivions : « ...Le sens de la célèbre brochure de Lénine va au-delà des questions particulières du mouvement russe d'alors, où le parti marxiste avait la lourde tâche de mener d'abord la lutte anti-bourgeoise. Ce texte reprend et rappelle les positions fondamentales du marxisme, et s'il est entièrement faux, toute la construction de Marx l'est aussi. Lénine se réfère d'ailleurs cent fois aux textes fondamentaux pour soutenir sa thèse. Au congrès d'unification de juin 1901 (...), Lénine avait peu parlé du programme, mais il s'insurgea contre l'amendement qui proposait de dire que « le mécontentement, la solidarité, le nombre et la conscience des prolétaires augmentent ». « Ce serait un retour en arrière », enseignait-il au parti, « cela laisserait croire que le développement de la conscience est un fait spontané. Mais hors de l'influence du parti, il n'y a pas

d'activité consciente des travailleurs ».

« Lénine se serait déjugué sur ce point ? Comment et où ? C'est lui qui souligne le terme conscience.

« En effet, si l'activité est du domaine des travailleurs, la conscience n'appartient qu'au parti. L'activité, la praxis est directe et spontanée, la conscience en est un reflet retardé et une anticipation seulement dans le parti, et c'est seulement quand le parti existe et agit que la classe cesse d'être un objet de froid recensement pour devenir une force subversive capable de déchaîner contre un monde ennemi une action ayant des buts connus et voulus. Connus et voulus non par des individus, qu'ils soient chefs ou exécutants, généraux ou soldats, mais par la collectivité impersonnelle du parti qui s'étend à des pays lointains et à une succession de générations et n'est donc pas un patrimoine enfoncé dans une tête, mais bien consigné dans les textes, puisqu'il n'y a pas de meilleur crible pour sélectionner soldats et surtout généraux.

« Les thèses organiques et continues de *Que Faire* ? ne sont donc pas les opinions personnelles de Marx et de Lénine pas plus que par exemple les nôtres ». Et après quelques citations de la brochure de Lénine, nous concluons : « Cela suffit à démontrer l'enchaînement inexorable des positions historiques du marxisme ».

(A suivre)

COMMUNISME ET FASCISME

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure non seulement l'interprétation que notre courant — la Gauche communiste d'Italie — a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs — aux conséquences désastreuses — du centrisme de la direction de l'I. C.

La brochure de 160 pages : 8 F

Commandes au prolétaire "